



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission des finances
et des affaires générales,**

**chargée du budget, de la fonction publique,
des relations extérieures,
de l'égalité des chances, des matières
biculturelles, de l'image de Bruxelles
et de la participation citoyenne**

RÉUNION DU

LUNDI 24 OCTOBRE 2022

SESSION 2022-2023

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor de Financiën
en de Algemene Zaken,**

**belast met de Begroting, het Openbaar
Ambt, de Externe Betrekkingen,
de Gelijke Kansen, de Biculturele
Aangelegenheden, het Imago van Brussel
en de Burgerparticipatie**

VERGADERING VAN

MAANDAG 24 OKTOBER 2022

ZITTING 2022-2023

Sigles et abréviations

PIB - produit intérieur brut
BECI - Brussels Enterprises Commerce and Industry
Cocof - Commission communautaire française
Siamu - Service d'incendie et d'aide médicale urgente

SPF - service public fédéral
Forem - Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
Cocom - Commission communautaire commune
PME - petites et moyennes entreprises
STIB - Société de transport intercommunal bruxellois

ONG - organisation non gouvernementale
SNCB - Société nationale des chemins de fer belges

CPAS - centre public d'action sociale

Inami - Institut national d'assurance maladie-invalidité

ONEM - Office national de l'emploi
VDAB - Office flamand de l'emploi et de la formation professionnelle
VGC - Commission communautaire flamande
ULB - Université libre de Bruxelles

Afkortingen en letterwoorden

bbp - bruto binnenlands product
BECI - Brussels Enterprises Commerce and Industry
Cocof - Franse Gemeenschapscommissie
DBDMH - Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp
FOD - Federale Overheidsdienst
Forem - Waals tewerkstellingsagentschap
GGC - Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
kmo - kleine en middelgrote ondernemingen
MIVB - Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel
ngo - niet-gouvernementele organisatie
NMBS - Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen
OCMW - Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn
Riziv - Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering
RVA - Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening
VDAB - Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
VGC - Vlaamse Gemeenschapscommissie
VUB - Vrije Universiteit Brussel

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 00
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 00
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

INHOUD

Question orale de M. Petya Obolensky	4	Mondelinge vraag van de heer Petya Obolensky	4
à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Urbanisme et du Patrimoine, des Relations européennes et internationales, du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,		aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,	
concernant l'accord commercial international avec la Colombie.		betreffende de internationale handelsovereenkomst met Colombia.	
Question orale jointe de Mme Marie Lecocq	4	Toegevoegde mondelinge vraag van mevrouw Marie Lecocq	4
concernant la non-ratification de l'accord commercial UE - Pérou, Colombie, Équateur.		betreffende de niet-ratificatie van de handels-overeenkomst EU - Peru, Colombia, Ecuador.	

1103 Présidence : M. Rachid Madrane, président.

Voorzitterschap: de heer Rachid Madrane, voorzitter.

1105 **QUESTION ORALE DE M. PETYA OBOLENSKY**

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER PETYA OBOLENSKY

1105 à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Urbanisme et du Patrimoine, des Relations européennes et internationales, du Commerce extérieur et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

1105 concernant l'accord commercial international avec la Colombie.

betreffende de internationale handelsovereenkomst met Colombia.

1105 **QUESTION ORALE JOINTE DE MME MARIE LECOCQ**

TOEGEVOEGDE MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW MARIE LECOCQ

1105 concernant la non-ratification de l'accord commercial UE - Pérou, Colombie, Équateur.

betreffende de niet-ratificatie van de handelsovereenkomst EU - Peru, Colombia, Ecuador.

1109 **M. Petya Obolensky (PTB).**- Comme nous l'ont exprimé les rapporteurs de la Commission de la vérité de la Colombie lors de leur présentation du rapport au Parlement bruxellois le 1er juillet dernier, si nous faisons une minute de silence pour chaque victime du conflit armé en Colombie, nous nous tairions pendant dix-sept ans.

De heer Petya Obolensky (PTB) *(in het Frans).*- *Het gewapende conflict in Colombia begon in 1948 en houdt dus al bijna 75 jaar aan. Onlangs werd er voor het eerst in de geschiedenis van het land echter een progressieve regering verkozen. Daardoor leeft er onder de bevolking hoop op beterschap.*

Comme en Palestine, ce conflit a commencé en 1948, voilà bientôt 75 ans.

In augustus 2022 uitte de Europese Commissie haar ontevredenheid over het feit dat het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest twee handelsakkoorden, waaronder één met Peru, Ecuador en Colombia, al tien jaar lang voor zich uit schuiven. U bevond zich toen in de Colombiaanse hoofdstad Bogotá voor de wereldstedenorganisatie Metropolis, waarvan u vicevoorzitter bent.

Deux autres délégations sont venues entre-temps, à savoir celle de la table nationale des victimes du conflit, il y a à peu près trois semaines, et celle de représentants indigènes, il y a à peine deux semaines. Sans doute ces visites sont-elles dues au grand espoir suscité par l'élection, pour la première fois dans l'histoire du pays, d'un gouvernement progressiste. Cette élection traduit politiquement le grand mouvement social qui a débuté en 2019 avec la grève des étudiantes, s'est poursuivi pendant la pandémie de Covid-19 avec le mouvement des chiffons rouges et a atteint son apogée lors de la réforme fiscale néolibérale d'Ivan Duque.

L'hebdomadaire Moustique nous apprenait, la semaine du 20 août 2022, le mécontentement de la Commission européenne suite à la « mise au frigo », depuis une dizaine d'années, de deux accords commerciaux par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, dont l'un concernant le Pérou, l'Équateur et la Colombie. Il s'agissait toutefois de blocages plutôt symboliques, les accords n'étant pas formellement rejetés et étant appliqués sur le terrain.

Comme nous l'avons appris lorsque vous avez été convoqué ici dans le cadre du scandale concernant Uber, vous vous trouviez alors à Bogotá, juste avant la transition entre l'ancien gouvernement d'Ivan Duque et le nouveau gouvernement de Gustavo Petro. J'ai moi-même eu la chance de visiter cette ville en tant qu'observateur des élections. Vous avez communiqué sur les réseaux sociaux que vous vous y trouviez dans le

cadre de Metropolis, dont vous êtes vice-président du conseil d'administration et président de la branche européenne.

¹¹¹¹ Lors de vos contacts sur place, avez-vous abordé la question de la ratification de l'accord de commerce ? Si oui, avec qui ? Quelle a été la nature de vos échanges ?

Des contacts ont-ils été établis pour discuter des clauses sociales ou environnementales ?

Avez-vous pris une décision à propos de ces accords de libre-échange ? Si oui, laquelle ?

¹¹¹³ **Mme Marie Lecocq (Ecolo).**- Dans sa communication du 22 juin 2022, la Commission européenne a présenté sa nouvelle approche concernant les accords commerciaux. L'objectif annoncé est clair : faire en sorte que la politique commerciale soit « plus écologique, plus équitable et plus durable ». L'exécutif européen semble donc enfin être prêt à négocier des accords de libre-échange conformes aux objectifs environnementaux et humains du XXI^e siècle.

Il a été rappelé qu'une forte pression diplomatique est actuellement exercée pour pousser les dernières entités belges à ratifier l'accord commercial entre l'Union européenne et le Pérou, la Colombie et l'Équateur. Pour rappel, cet accord a été conclu en 2013 et, comme le prévoit la procédure, il est entré partiellement en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Nous considérons que cette ratification aurait du sens si, dans le même temps, la Commission européenne s'engageait à respecter la communication qu'elle a elle-même publiée et les recommandations qu'elle a elle-même demandées. Or, il n'en est rien.

Rappelons qu'en janvier 2022, la Commission européenne a publié une évaluation ex-post de cet accord. Cette étude, très complète, a donc été réalisée après cinq ans d'application provisoire de l'accord. Elle a permis de pointer de nombreux problèmes concernant le respect des clauses des chapitres relatifs au commerce et au développement durable, et propose plusieurs recommandations pour y remédier.

C'est aussi le constat fait par les associations sur le terrain. Au cours des derniers mois, avec certains de mes collègues ici présents, j'ai accueilli des représentantes et des représentants des sociétés civiles péruvienne et colombienne. Leurs témoignages et constats sont très clairs : pour nombre d'entre eux, cet accord a des conséquences désastreuses.

Je pourrais également parler de la plainte introduite auprès du responsable européen du respect des règles du commerce pour non-respect des droits syndicaux au Pérou et en Colombie.

¹¹¹⁵ Je pourrais aussi évoquer les effets mondiaux sur la biodiversité et la déforestation dus à l'augmentation de la production agricole, un des objectifs de cet accord, ou encore, ses conséquences socioéconomiques désastreuses. Ainsi, 95 % des

Besprak u bij die gelegenheid de ratificering van het handelsakkoord? Zo ja, met wie? Hoe verliepen die gesprekken?

Legde u contacten voor de bespreking van de clausules in verband met sociale zaken of leefmilieu?

Nam u een beslissing over de vrijhandelsakkoorden? Zo ja, welke?

Mevrouw Marie Lecocq (Ecolo) (in het Frans).- *Op 22 juni 2022 maakte de Europese Commissie haar nieuwe benadering van handelsakkoorden bekend. Het doel is duidelijk: het handelsbeleid ecologisch, rechtvaardiger en duurzamer maken.*

Momenteel is er veel diplomatieke druk om het Waals en het Brussels Gewest ertoe te brengen het handelsakkoord tussen de EU enerzijds en Peru, Colombia en Ecuador anderzijds goed te keuren. Dat akkoord dateert van 2013 en trad op 1 januari 2017 deels in werking.

Ecolo is van mening dat die ratificering zinvol zou zijn als de Europese Commissie zich er tegelijkertijd toe zou verbinden om haar eigen communicatie en aanbevelingen daarover na te leven, maar dat doet ze niet.

Uit een evaluatie van het akkoord die dateert van januari 2022, blijkt dat er heel wat problemen zijn met de naleving van de clausules van de hoofdstukken over handel en duurzame ontwikkeling. Ook plaatselijke verenigingen stellen vast dat het akkoord rampzalige gevolgen heeft.

Zo worden in Peru en Colombia de syndicale rechten niet nageleefd. Voorts heeft het handelsakkoord wereldwijd gevolgen op het vlak van biodiversiteit, ontbossing en het sociaal-

paysans péruviens voient arriver sur leur marché des produits alimentaires vendus à des prix avec lesquels ils ne peuvent rivaliser.

Quel sens y a-t-il d'envoyer des pommes de terre surgelées dans un pays où elles étaient déjà cultivées et de mettre à mal une filière entière et les centaines de milliers de familles qui en dépendent ?

Quelle position le gouvernement compte-t-il adopter sur cet accord commercial ? Quelles démarches avez-vous entreprises pour vous assurer que la Commission européenne respecte ses propres communications et les recommandations qu'elle a elle-même formulées ?

Après le changement de présidence en Colombie, comment pensez-vous que ce pays se positionnera désormais face à cet accord ? À cet égard, lors des différentes rencontres que nous avons eues depuis le dépôt de cette question, certaines délégations nous ont rapporté que le nouveau président colombien souhaitait renégocier le traité actuel.

Enfin, quelle position l'exécutif compte-t-il adopter en ce qui concerne les autres traités commerciaux qui arriveront ou reviendront sur la table - nous en avons quelques-uns en tête ? Les éléments inclus dans la communication du 22 juin seront-ils la pierre angulaire de la position régionale ?

¹¹¹⁷ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Je me suis rendu en Colombie pour assister à la réunion du conseil d'administration de Metropolis. La présidente en est la maire de Bogota, que je commence à connaître assez bien. Je viens encore de la rencontrer à Séoul dans le cadre du congrès mondial de Cités et gouvernements locaux unis. Je n'ai pas abordé le sujet à Bogota pour la simple raison que je n'y étais que trois jours et que tout mon temps était consacré à la réunion de Metropolis. J'ai toutefois parlé avec notre ambassadeur, lors d'une réunion informelle, de cet accord et de ses répercussions sur les relations bilatérales entre la Colombie et la Belgique.

À Bruxelles, le gouvernement a approuvé cet accord en première lecture en juillet 2020. Entre-temps, nous avons reçu les avis nécessaires, dont un rapport publié en juin 2022 par la Commission européenne, qui contient une évaluation des différents chapitres quant à leurs répercussions sur le terrain. Nous sommes en train de l'analyser et de demander des clarifications à la Commission. Le gouvernement bruxellois prendra ensuite position, si possible avant la fin de l'année.

Il est vrai qu'il y a eu un changement de présidence en Colombie et que le moment n'était pas propice aux contacts. À ce jour, le nouveau président n'a pas encore remis en question l'accord commercial avec l'Union européenne.

¹¹¹⁹ Nous avons écrit au commissaire européen au Commerce, M. Dombrowskis, pour lui dire que les mesures proposées dans sa communication étaient positives. Nous avons demandé leur mise

économische. In Peru bijvoorbeeld kunnen de boeren niet concurreren met erg goedkope ingevoerde producten.

Wat voor zin heeft het om diepgevroren aardappelen uit te voeren naar een land waar honderdduizenden gezinnen afhankelijk zijn van de aardappelteelt?

Hoe staat de regering tegenover dat handelsakkoord? Wat onderneemt u om ervoor te zorgen dat de Europese Commissie haar eigen communicatie en aanbevelingen naleeft?

Welke houding zal de nieuwe Colombiaanse president volgens u aannemen tegenover het akkoord?

Hoe staat de regering tegenover andere handelsakkoorden die binnenkort worden besproken?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Ik verbleef in Colombia in het kader van mijn vicevoorzitterschap van Metropolis en had in die drie dagen geen tijd om het handelsakkoord te bespreken. Ik overlegde daarover tijdens een informele bijeenkomst wel met de Belgische ambassadeur.*

De Brusselse regering keurde het betrokken akkoord in juli 2020 in eerste lezing goed. Ondertussen heb ik de nodige adviezen ontvangen, waaronder een rapport van de Europese Commissie uit juni 2022. Ik onderzoek dat en heb verduidelijkingen gevraagd aan de Commissie. Zodra die er zijn, zal de regering een standpunt innemen.

De recent verkozen Colombiaanse president nam nog geen standpunt in over het handelsakkoord met de Europese Unie.

Ik liet de Commissie weten dat ik de voorgestelde maatregelen positief vond en vroeg om de onmiddellijke toepassing. Ik wacht nog op antwoord.

en œuvre sans délai dans le cadre de cet accord. Nous attendons la réponse de la Commission européenne à ce sujet.

Nous pourrions prendre position sur la base de tous ces éléments et nous adresser au gouvernement, puis au Parlement pour une ratification.

Concernant la communication de la Commission européenne proprement dite, elle n'engage qu'elle-même. La Région bruxelloise participe davantage à la rédaction de la communication du Conseil sur le même thème, qui est d'ailleurs toujours en négociation.

1121 **M. Petya Obolensky (PTB).**- Je suis étonné d'entendre qu'il n'y a pas eu de demande du nouveau gouvernement colombien de renégocier les traités. Les délégations colombiennes qui ont visité le Parlement bruxellois ont pourtant rappelé que c'était la raison de leur présence à Bruxelles.

1121 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Il y a une différence entre les intentions et les actes.

1121 **M. Petya Obolensky (PTB).**- Je mesure effectivement le gouffre qui peut exister entre les deux.

Vous me rassurez sur le fait que vous n'êtes pas allé parler avec le vieux monde à Bogota juste avant l'arrivée du nouveau gouvernement.

Il est beaucoup question de clauses sociales et environnementales, alors que le fond du dossier est économique. Il y a un rejet de ce type de traités, qui sont totalement néocoloniaux et néolibéraux. En rejetant un tel accord, le Parlement bruxellois enverrait un signal au monde et irait à l'encontre des diktats européens. Si vous attendez l'avis des patrons mondiaux du néolibéralisme, ceux-ci vous demanderont plutôt de ratifier rapidement ce traité.

Quand le texte arrivera-t-il sur la table du Parlement ?

1121 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- À la fin de l'année, je l'espère. Nous prendrons une décision lorsque nous aurons obtenu les clarifications souhaitées. Même si je comprends votre point de vue, il ne faut pas oublier que le reste de l'Union européenne a ratifié ce traité.

1121 **M. Petya Obolensky (PTB).**- C'est précisément pour cela que nous pourrions marquer l'Histoire, en rejetant cet accord et en indiquant ainsi que nous voulons mettre un terme au néocolonialisme.

1131 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Je pense à l'avenir. J'estime qu'une petite Région comme Bruxelles ne peut pas bloquer toute la législation européenne. C'est insensé ! Il existe des méthodes démocratiques au niveau européen.

Nous pouvons évidemment mener une politique active, ce que nous faisons, et envoyer des signaux. Mais, lors de la prochaine

Op basis daarvan zal ik een standpunt innemen en vervolgens naar de regering en het parlement stappen voor de goedkeuring van het akkoord.

De Europese Commissie spreekt alleen voor zichzelf.

De heer Petya Obolensky (PTB) *(in het Frans).*- *Het verbaast mij dat de nieuwe Colombiaanse regering niet opnieuw wil onderhandelen over de akkoorden.*

De heer Pascal Smet, staatssecretaris *(in het Frans).*- *U moet een onderscheid maken tussen intenties en acties.*

De heer Petya Obolensky (PTB) *(in het Frans).*- *Het verschil tussen die twee kan inderdaad hemelsbreed zijn.*

Vaak worden de sociale en ecologische clausules aangehaald, maar in wezen gaat het om een economisch dossier. Door dergelijk neokoloniaal en neoliberaal verdrag te verwerpen, zou het Brussels Parlement een sterk signaal geven. Wanneer legt u de tekst aan het parlement voor?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris *(in het Frans).*- *Hopelijk eind 2022. Ik begrijp uw standpunt, maar u mag niet vergeten dat de rest van de EU het akkoord heeft geratificeerd.*

De heer Petya Obolensky (PTB) *(in het Frans).*- *Net daardoor kan Brussel geschiedenis schrijven door het te verwerpen en duidelijk te stellen dat het van het neokolonialisme af wil.*

De heer Pascal Smet, staatssecretaris *(in het Frans).*- *Brussel kan niet in zijn eentje de Europese wetgeving blokkeren. Er bestaan democratische procedures op Europees niveau.*

Uiteraard voert de Brusselse regering een actief beleid. Bij de volgende staatshervorming moeten we echter nadenken

réforme de l'État, nous devons réfléchir à la manière dont la Belgique ratifie les accords. La situation actuelle ne favorise en effet pas toujours notre position au sein de l'Union européenne ; il faut trouver un équilibre.

Nous attendons l'analyse de l'information et, sur cette base, nous adopterons une position raisonnable.

¹¹³³ **Mme Marie Lecocq (Ecolo).**- Je retiens donc que nous n'avancerons pas tant que nous n'aurons pas reçu les réponses de la Commission européenne sur les éléments supplémentaires demandés.

¹¹³³ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Bien entendu.

¹¹³³ **Mme Marie Lecocq (Ecolo).**- Je doute dès lors du calendrier que vous avancez, ne sachant pas avec quelle rapidité la Commission apportera ces éléments de réponse.

Vous confirmez également que la question pourrait ensuite être soumise au gouvernement et au Parlement, qui étudieront les réponses de la Commission avec le plus grand soin. Notre réponse à cette ratification dépendra bien sûr de la qualité des réponses apportées par la Commission européenne quant à la manière dont elle entend respecter l'ensemble des enjeux environnementaux et sociaux soulevés.

Pour ce qui est du président colombien et de la nouvelle politique, j'entends qu'il n'y a pas encore eu de communication officielle. Ce n'est pas forcément étonnant, vu que son arrivée au pouvoir est récente. Il est vrai que ce retour, que nous avons reçu de la société civile, ne constitue pas une déclaration officielle du président à la Commission européenne. Merci de vérifier cet élément.

Par ailleurs, ne perdons pas de vue que plusieurs pays sont parties au traité, outre la Colombie, et que ces autres pays ne défendront peut-être pas la même position que le nouveau président colombien, qui a à cœur de respecter les droits humains.

- *Les incidents sont clos.*

over een evenwichtiger manier waarop België akkoorden kan ratificeren.

Mevrouw Marie Lecocq (Ecolo) *(in het Frans).*- *Zolang de Europese Commissie niet reageert, is er dus geen vooruitgang.*

De heer Pascal Smet, staatssecretaris *(in het Frans).*- *Inderdaad.*

Mevrouw Marie Lecocq (Ecolo) *(in het Frans).*- *De termijn die u noemt, is niet zeker, aangezien u niet weet wanneer u het antwoord van de Commissie krijgt.*

Zodra u het hebt, legt u de kwestie aan het parlement voor. Ons antwoord over de ratificering zal uiteraard afhangen van de antwoorden van de Europese Commissie op de ecologische en sociale problemen.

De nieuwe Colombiaanse president is nog maar net aan de macht. Het mag dan ook niet verbazen dat hij nog niet officieel communiceerde over het akkoord. Daarnaast moeten we voor ogen houden dat nog andere landen bij het akkoord betrokken zijn en mogelijk een ander standpunt innemen.

- *De incidenten zijn gesloten.*